

LA SANTÉ

LA PROTECTION CONTRE LES ÉMISSIONS DE CENTRALES NUCLÉAIRES EN BORDURE DES GRANDS LACS

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il y a quelques semaines, j'ai demandé au ministre si le Canada a cherché à s'assurer que des mesures de sécurité seront prises par les organismes des États-Unis qui projettent de construire au moins 20 centrales nucléaires en bordure des Grands lacs au cours des années 1970.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Pas que je sache, monsieur l'Orateur.

M. Forrestall: Je me demande si, étant donné les constatations inquiétantes provenant de tests effectués aux centrales nucléaires, le gouvernement et le ministre jugeraient à propos d'exprimer aux autorités américaines par un moyen quelconque l'inquiétude du Canada par rapport aux émissions de fumée et aux échappements de ces centrales?

L'hon. M. Munro: Je serai heureux de prendre la question en considération.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA SAISIE D'UN BATEAU-REMORQUE CANADIEN PAR LES AUTORITÉS AMÉRICAINES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est-il en mesure de raconter brièvement, tout de suite ou peut-être à l'appel des motions, les circonstances d'un incident où les autorités américaines se sont emparées hier d'un bateau-remorque canadien et de son équipage sur le lac Érié, et si des représentations ont été faites en leur nom?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. Le consulat canadien à Cleveland suit l'affaire de près. Tout de suite après avoir appris hier la confiscation par les autorités de la conservation de l'Ohio du bateau-remorque *The Liddle Brothers*, et l'arrestation du capitaine et de l'équipage canadien, le consulat est entré en contact avec le capitaine Liddle pour lui assurer les services d'un avocat au procès qui doit avoir lieu à Lorain, en Ohio, aujourd'hui. On a pris des arrangements pour qu'un agent du consulat assiste comme observateur et pour faire en sorte qu'en attendant leur procès les pêcheurs canadiens soient libérés sous cautionnement et autorisés à rester à bord de leur bateau.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

LE SALAIRE MINIMUM—LE CAS DES EMPLOYÉS DU CHÂTEAU LAURIER

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre du Travail s'il

dispose d'éléments nouveaux à communiquer à la Chambre en ce qui concerne le refus de la direction du Château Laurier et d'autres hôtels du Canadien National de verser le salaire minimum fédéral à leurs employés?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Je suis heureux d'annoncer que les employés du Château Laurier sont parvenus, il y a près d'une heure, à un accord avec la Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers. J'espère que cet accord portera sur des salaires supérieurs au minimum fédéral. A mon avis, ce n'est pas parce que la négociation collective a permis d'obtenir des salaires plus convenables que cette société de la Couronne ne devrait pas se conformer aux prescriptions du Code canadien du travail (Normes).

LE TRANSFERT DE MONCTON À MONTRÉAL D'UN ATELIER DE RÉPARATION DE FREINS

M. Guy Crossman (Westmorland-Kent): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Demanderait-il au CN de revenir sur sa décision de transférer de Moncton à Montréal l'atelier de réparation des clapets de freins à air comprimé, ce qui représenterait 30 emplois de moins aux ateliers de Moncton?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je serai heureux de transmettre ces instances.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE DE L'OUEST ET LE VOYAGE DU MINISTRE EN EUROPE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): J'aimerais adresser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il existe une pénurie aiguë d'ouvriers en Allemagne de l'Ouest à l'heure actuelle, alors qu'au Canada quelque 500,000 ouvriers sont en chômage, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a-t-il eu l'occasion d'étudier les politiques actuellement en vigueur en Allemagne lors de son récent voyage en Europe dans l'espoir de pouvoir peut-être en appliquer quelques-unes au Canada et ainsi remédier au chômage?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): En Allemagne, j'ai eu seulement l'occasion de visiter notre base de Lahr. Je n'ai pas eu l'occasion de m'entretenir avec des ministres de ce problème particulier.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA RECHERCHE DE DÉBOUCHÉS AMÉRICAINS POUR LES PRODUITS DES PROVINCES ATLANTIQUES

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Hants): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le ministre est-il en mesure de dire maintenant à la Chambre si les fonctionnaires de son ministère ont eu des entretiens ou sont disposés à en avoir avec des fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce, afin d'organiser un colloque dans les